



Une quête permanente

La gestion des déchets nucléaires dépasse largement le cadre de la science

E. Dowdeswell

À l'aube du nouveau millénaire, notre monde se modifie radicalement. Il se caractérise par un bouleversement technologique, une interconnexion de plus en plus poussée des économies et une distanciation croissante des citoyens par rapport à leurs institutions. L'objectif d'un monde viable n'est pas hors d'atteinte, mais si l'on analyse de façon critique la situation écologique, sociale ou économique, on ne peut pas ne pas s'interroger sur notre trajectoire actuelle.

La question de la gestion à long terme des déchets nucléaires illustre bien le dilemme auquel la société est confrontée. Elle

intègre, en effet, complexité scientifique et incertitude. Elle suscite la crainte et l'inquiétude et polarise les citoyens. Elle embrasse le très long terme, soulevant des questions d'équité entre générations peu compatibles avec les calendriers des gouvernements élus. Elle oblige à arbitrer : autonomie énergétique contre investissement financier suffisant et sécurité à long terme. Pour résumer, elle oblige à bien mieux comprendre les phénomènes de résistance, de vulnérabilité

La protection de l'environnement est l'une des questions que soulève la gestion des déchets.

et d'interaction qui opèrent entre la nature, la technique et la société.

Tous les pays nucléaires ont rencontré, dans leur quête d'une stratégie idéale de gestion à long terme des déchets nucléaires qu'ils produisent, d'énormes difficultés. Ces dernières illustrent à quel point l'industrie nucléaire dépend de facteurs qui dépassent largement le cadre scientifique et technique. Les considérations sociales, éthiques et économiques sont maintenant reconnues comme étant des aspects légitimes de la politique publique.

Les décisions relatives aux déchets radioactifs, autrefois considérées comme relevant de la compétence exclusive des gouvernements et de l'industrie nucléaire, relèvent désormais clairement du domaine public.

Parmi les 32 pays qui exploitent l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité, certains ont déclaré, voire décrété que le stockage en formations géologiques profondes était leur objectif ultime. Peu, cependant, sont parvenus au stade de la sélection d'un site d'entreposage définitif. Au cours de la décennie écoulée, plusieurs programmes nationaux ont dû être réduits et repensés, suspendus, voire abandonnés face à l'opposition du public et d'électorats militants. Les décisions relatives aux déchets radioactifs, autrefois considérées comme relevant de la compétence exclusive des gouvernements et de l'industrie nucléaire, relèvent désormais clairement du domaine public.

Au Canada, il n'y a peut-être pas eu de manifestations de rues, mais l'expérience n'a pas été très différente de celle d'autres pays. Les intervenants ont bien fait comprendre que l'acceptabilité sociale importait autant que la sûreté technique.

Chronologie des événements au Canada

À la fin des années 80, L'Énergie atomique du Canada Limitée (EACL) avait mené d'importants travaux de recherche sur un concept de stockage du combustible usé dans la roche plutonique du bouclier canadien. Ce concept fut soumis à un comité d'étude de l'environnement afin qu'il mène une enquête publique. Neuf ans plus tard, le Comité Seaborn conclut que globalement, d'un point de vue technique, la sûreté du concept d'EACL était démontrée mais que d'un point de vue social, elle ne l'était pas. À l'instar de ce qui s'était produit dans nombre d'autres pays, les producteurs canadiens de déchets nucléaires durent reprendre leurs travaux à zéro.

La Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) fut créée à la fin de 2002 en application d'une loi fédérale

obligeant les compagnies nucléaires canadiennes à créer un organisme chargé d'étudier et d'élaborer une stratégie de gestion à long terme de leur combustible usé. Un Conseil consultatif indépendant se porterait garant de l'intérêt général. Les compagnies furent également contraintes de créer des fonds d'affectation spéciale à même de financer la stratégie de gestion des déchets nucléaires qui serait finalement retenue par les pouvoirs publics.

La SGDN s'est vu accorder trois ans pour étudier au moins trois stratégies : le stockage en formations géologiques profondes, le stockage sur site nucléaire et le stockage centralisé – superficiel ou souterrain. Nous devons étudier les risques, les coûts et les avantages de chaque option, élaborer des plans d'exécution et consulter les Canadiens. Une fois que le Gouvernement canadien aura pris une décision suite à nos recommandations, la SGDN sera chargée de la mettre en application.

On peut légitimement se demander : « Qu'est-ce qui distinguera cette tentative des précédentes ? » La réponse tient peut-être à notre volonté de comprendre les valeurs auxquelles les citoyens sont profondément attachés et à examiner nos options à travers une lentille multidimensionnelle en partie façonnée par les citoyens eux-mêmes.

Le développement durable est notre fondement conceptuel. Nous nous fixons pour objectif de mettre au point avec les Canadiens une stratégie de gestion qui soit socialement acceptable, techniquement rationnelle, écologiquement responsable et économiquement viable.

Notre démarche intègre une large participation de la société ; un examen global (et pas seulement technique) de la situation ; et une étude s'articulant autour de trois documents clés – l'étude elle-même, l'évaluation, puis les recommandations et le plan d'exécution – qui doivent nous permettre d'apprendre avec les citoyens. Nous prenons en compte les points de vue divergents et nous efforçons de trouver un terrain d'entente.

Du dialogue à la décision

Notre transition du dialogue vers la décision est bien engagée. Notre premier document de discussion, intitulé « Posons-nous les bonnes questions ? La future gestion du combustible nucléaire usé au Canada », définit le problème, présente des solutions et offre un moyen de les évaluer. Des conversations préliminaires que nous avons eues avec un vaste échantillon de Canadiens, il a émergé d'importantes questions qui ont mis à jour des perspectives et des idées essentielles pour faire progresser notre connaissance et notre compréhension. Nous avons écouté et appris.

Des ateliers de prospective nous ont aidés à imaginer l'avenir. D'autres ateliers, qui ont réuni des écologistes, des représentants des communautés autochtones, des techniciens et des chercheurs, ont permis de cerner les attentes et les préoccupations, les données et les inconnues, et ont suggéré d'éventuelles pistes. Nous avons commandé des articles afin d'appréhender l'état actuel des connaissances concernant un grand nombre de questions techniques et de concepts évolutifs intéressant nos travaux. Enfin, bien entendu, nous

avons bénéficié de l'expérience de pays du monde entier. En permanence, des spécialistes de l'éthique nous rappellent les incidences qu'ont, en la matière, notre action et notre réflexion.

Notre travail n'est pas terminé. Deux types d'activités étroitement liées sont en cours : une évaluation approfondie des différentes options et un programme de participation dans le cadre duquel nous testons nos observations initiales et affinons notre réflexion. Ce processus itératif de recherche de contributions et d'exposition de nos idées en évolution se poursuivra jusqu'à ce que notre tâche soit achevée.

Une équipe multidisciplinaire a mis au point une méthode d'évaluation qui s'appuie sur le cadre défini par les citoyens. Elle est appliquée à chacune des options pour analyser les risques, les coûts et les avantages ainsi que les incidences sociales, économiques et éthiques de chacune d'entre elles. L'équipe teste également la solidité de différentes stratégies en fonction des calendriers envisagés par les ateliers de prospective. Avant d'élaborer des recommandations, nous partagerons, pour avis, les résultats de tous ces travaux avec le public.

L'élément essentiel de notre programme de participation est notre site web, qui est en train de devenir un important dépositaire d'informations et un lieu actif de participation et d'échange. Il propose des sondages simples et des enquêtes succinctes, invite à fournir, par voie électronique, des informations plus complètes et accueillera des « dialogues » animés par un médiateur.

Pour pouvoir choisir les bonnes solutions techniques, nous devons d'abord nous enquérir des critères auxquels la technologie devra satisfaire.

Dans le cadre d'un dialogue innovant organisé au plan national, un échantillon représentatif de 12 communautés canadiennes a étudié en commun la question des déchets nucléaires et s'est interrogé sur les différentes vues et attentes que suscite leur gestion à long terme. À partir des problèmes soulevés, nous tentons de cerner et de comprendre les valeurs fondamentales auxquelles est attaché le public.

Par ailleurs, il a été organisé des dialogues adaptés aux besoins et critères spécifiques des autochtones, des communautés qui accueillent actuellement du combustible nucléaire usé et des organisations spécialisées dans les questions sociales et environnementales.

Relever le défi

Il n'existe, à de nombreuses questions éthiques, aucune « bonne » réponse. Comment satisfaire les désirs de la

génération actuelle tout en sachant que les décisions que nous prenons aujourd'hui pourront compromettre la vie de nos enfants, de leurs enfants et de nombreuses générations à venir ? Jusqu'à quel point devons-nous nous fier aux nouvelles technologies ? Quelles institutions et formes d'administration inspirent confiance ?

La façon dont nous traitons cette difficile question de politique publique en dira long sur nos valeurs et priorités en tant que société, sur la façon dont nous voulons vivre.

Ces questions, parmi d'autres, il nous faudra nous les poser si nous voulons parvenir à gérer le combustible usé de manière appropriée et acceptable. Pour pouvoir choisir les bonnes solutions techniques, nous devons d'abord nous enquérir des critères auxquels la technologie devra satisfaire. Les chercheurs et les techniciens étudient la question de la gestion des déchets depuis des décennies, mais nous n'avons toujours pas de solution. Peut-être est-ce parce que nous ne nous sommes pas mis d'accord sur les valeurs sociales que nous souhaitons défendre. Peut-être est-ce aussi parce que nous avons considéré à tort que la compétence n'est l'apanage que de quelques privilégiés.

Au Canada et dans le monde, le contexte dans lequel se déroule notre étude évolue. Le public s'intéresse désormais de près à la politique énergétique, à la sécurité, à la santé, à la sûreté, à la protection de l'environnement et à la gestion de ses affaires.

La façon dont nous traitons cette difficile question de politique publique en dira long sur nos valeurs et priorités en tant que société, sur la façon dont nous voulons vivre. Fondamentalement, il s'agit de conclure, entre la science et la société, un contrat qui nous permette de bénéficier de la technique tout en gérant les risques et en respectant les valeurs des Canadiens.

Elizabeth Dowdeswell (edowdeswell@nwm.ca) est présidente de la Société canadienne de gestion des déchets nucléaires (www.nwmo.ca). Elle a mené une longue carrière dans l'administration, l'enseignement et les affaires internationales. De 1993 à 1998, elle a été directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Avant de rejoindre l'ONU, Mme Dowdeswell a été, de 1989 à 1992, vice-ministre adjoint de l'environnement, poste auquel elle était chargée des services nationaux de météorologie.